

AFP BTP DES LANDES

6 Rue du 19 MARS 1962 – MORCENX

CONSTRUCTION D'UN INTERNAT AU C.F.A. DE MORCENX

MAITRE D'OUVRAGE AFP BTP DES LANDES 5, Rue du 19 MARS 1962 40110 MORCENX Tél : 05 58 07 98 37 – Fax : 05 58 07 87 95 eric.landrieux@ccca-btp.fr	MAITRE D'OEUVRE Mireille DAGREOU – Architecte dplg 181, route de la Poste 40110 ONESSE LAHARIE Tél : 05 58 07 31 96 – Fax : 05 58 04 36 19 mireille.dagreou@wanadoo.fr	BUREAU DE CONTROLE SOCOTEC . M. Alain BERGERET CLARAC 363, avenue Georges Clemenceau 40000 MONT DE MARSAN Tél : 05 58 05 46 90 – Fax : 05 58 05 46 96 alain.bergeret@socotec.com
ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE 2AMO – Monsieur G.EVEN 27, avenue Ile de France 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX Tél : 05 56 67 21 40 – Fax : 05 56 67 27 03 g.even@a2mo.fr	ECONOMISTE – O.P.C. Emmanuel LESPESSAILLES 183, route de la Poste 40110 ONESSE LAHARIE Tél : 05 58 07 30 56 – Fax : 05 58 07 35 76 emmanuel.lespessailles@wanadoo.fr	COORDONNATEUR SPS QUALICONSULT SECURITE – Mme CIRET 28/30, chemin de Salbace 64100 BAYONNE Tél : 05 59 63 00 84 – Fax : 05 59 63 04 46 bayonne.qcs@qualiconsult.fr
	BET STRUCTURE COBET COTE BASQUE Immeuble Alliance – 9 rue du Pont de l'aveugle 64600 ANGLET Tél : 05 59 54 37 50 – Fax : 05 59 54 38 72 secretariat@cobet.fr	COORDONNATEUR SSI DEKRA SYSTEMES – M LEYMONERIE Département AKISSION – Parc Cadéra Sud 34, avenue Ariane – BP 70150 33706 MERIGNAC CEDEX Tél : 05 56 13 61 69 – Fax : 05 56 13 61 85 olivier.leymonerie@dekra.com
	BET FLUIDES & ENERGIES MATH INGENIERIE 219-221 boulevard Albert 1er 33130 BEGLES Tél : 05 57 59 28 98 – Fax : 05 56 85 30 22 math@math-ingenierie.fr	
		PRO/DCE
DATE	C.C.T.P. DISPOSITIONS COMMUNES	
REFERENCE 0110		
MODIFICATIONS		

0 DISPOSITIONS COMMUNES.....	4
0.1 PREAMBULE	4
0.1.1 Interprétation du présent document	4
0.1.2 Décomposition des lots	4
0.1.3 Type de marché de travaux	4
0.1.4 Observations concernant le CCTP	4
0.1.4.1 Étude et lecture du CCTP	4
0.1.4.2 Marque commerciale	5
0.1.5 Cotes des documents graphiques.....	5
0.1.6 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).....	5
0.2 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX	5
0.2.1 Définition du projet.....	5
0.2.2 Prise de connaissance du projet.....	6
0.2.3 Reconnaissance du site	6
0.2.4 Environnement du chantier.....	6
0.2.5 Prise de possession du site.....	6
0.2.5.1 Constat d'huissier contradictoire.....	6
0.2.5.2 Démarches auprès des services publics et des concessionnaires.....	7
0.2.5.3 Protection des existants suivant SPS.....	7
0.2.6 Réalisation des ouvrages.....	7
0.3 MISSIONS DES INTERVENANTS	7
0.3.1 Maîtrise d'Ouvrage	7
0.3.2 Maîtrise d'oeuvre.....	7
0.3.3 Contrôleur Technique	8
0.3.4 Coordonnateur.....	8
0.4 ETUDES PREPARATOIRES ET D'EXECUTION	8
0.4.1 Etude de sol	8
0.4.2 Charges permanentes et d'exploitation	8
0.4.3 Hypothèses.....	8
0.4.3.1 Données climatique	8
0.4.3.2 Donnée sismique	8
0.4.4 Documents fournis aux entrepreneurs.....	8
0.4.4.1 Pièces graphiques.....	8
0.4.4.2 Pièces écrites.....	9
0.4.5 Documents à fournir par l'entrepreneur	10
0.4.5.1 Remise de l'offre	10
0.4.5.2 Période de préparation	10
0.4.6 Plans d'exécutions.....	10
0.5 ORGANISATION DE CHANTIER.....	10
0.5.1 Plan de chantier.....	10
0.5.2 Installation de chantier.....	10
0.5.3 Interface technique entre chaque lot.....	11
0.5.4 Réception intermédiaire des supports	11
0.5.5 Limites de prestations	11
0.6 TEXTES REGLEMENTAIRES ET NORMES	11
0.6.1 Règlement, codes, lois, cahiers et avis.....	11
0.6.2 Qualité des matériaux :	12
0.7 HYGIENNE ET SECURITE	12
0.7.1 Réglementation	12
0.7.2 Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail.....	12
0.7.2.1 Obligation générale de l'entrepreneur.....	12
0.7.2.2 Responsabilité vis à vis des ouvriers et des tiers	12
0.7.2.3 Etablissement en activité	13
0.7.3 Plan d'hygiène & de sécurité	13
0.7.3.1 PGC.....	13
0.7.3.2 PPSPS.....	13
0.7.4 Sécurité des personnes	13
0.7.5 Sécurité collective	13
0.7.6 Circulation sur le chantier	14
0.8 IMPLANTATIONS	14
0.8.1 Implantation générale.....	14
0.8.2 Tracé de distributions intérieures	14

0.8.3 Traits de niveau	14
0.9 MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX	14
0.9.1 Responsabilité de l'entrepreneur	14
0.9.2 Transport à pied d'oeuvre	14
0.9.3 Respect des normes	15
0.9.4 Avis techniques	15
0.9.5 Liste des matériaux de substitution	15
0.9.6 Démolition d'ouvrages défectueux.....	15
0.9.7 Présentation des échantillons	15
0.9.8 Chambre témoin	15
0.9.9 Conformité des dimensions	15
0.9.10 Essais et épreuves	15
0.10 FRAIS INTER-ENTREPRISES	16
0.10.1 Compte prorata	16
0.10.2 Gardiennage de chantier.....	16
0.10.3 Nettoyage de chantier.....	16
0.10.3.1 Gravois courants de chantier.....	16
0.10.3.2 Nettoyages en cours de chantier	16
0.10.3.3 Nettoyages avant la réception	16
0.10.3.4 Nettoyage des abords.....	16
0.10.3.5 Carence de nettoyage.....	16
0.10.4 Préchauffage	17
0.11 TROUS ET SCELLEMENTS	17
0.11.1 Règles générales	17
0.11.2 Trémies.....	17
0.11.2.1 Trémies et parois des gaines techniques	17
0.11.2.2 Socles de gaines accessibles.....	17
0.11.2.3 Fourreaux et calfeutrements CF	17
0.11.3 Trous et réservations.....	17
0.11.3.1 Obligation de chacun	17
0.11.3.2 Réservations dans porteurs	18
0.11.3.3 Réservations dans non porteurs	18
0.11.4 Trous non réservés	18
0.11.5 Fixations, trous, scellements et calfeutrements	18
0.12 LIVRAISON DES OUVRAGES	18
0.12.1 Protection des ouvrages.....	18
0.12.2 Réception des supports.....	18
0.12.3 Réception des ouvrages	18
0.12.4 Contrôles, vérifications, réceptions.....	19
0.12.5 Dossier des ouvrages exécutés	19

0 DISPOSITIONS COMMUNES

0.1 PREAMBULE

0.1.1 Interprétation du présent document

Ce cahier est un document qui complète les Devis Descriptifs des différents lots, et ne peut, en tout état de cause, être dissocié de ces documents. Dans le cas de manque de concordance entre ces divers documents, les descriptifs particuliers à chaque corps d'état ont priorité sur ce cahier.

0.1.2 Décomposition des lots

LOT N°00 - DISPOSITIONS COMMUNES

LOT N°01 - DEMOLITION - DECONSTRUCTION

LOT N°02 - GROS OEUVRE

LOT N°03 - REVETEMENT ET ISOLATION DES FACADES

LOT N°04 - CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE - ZINGUERIE - SERRURERIE

LOT N°05 - ETANCHEITE

LOT N°06 - MENUISERIE EXTERIEURE

LOT N°07 - MENUISERIE INTERIEURE

LOT N°08 - PLATRERIE

LOT N°09 - FAUX PLAFOND

LOT N°10 - CARRELAGES

LOT N°11 - SOLS SOUPLES

LOT N°12 - PEINTURE

LOT N°13 - ELECTRICITE - COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES

LOT N°14 - CHAUFFAGE - VENTILATION - DESENFUMAGE - PLOMBERIE SANITAIRE

LOT N°15 - ASCENSEUR

LOT N°16 - V.R.D. - ESPACES VERT

LOT N°17 - COISON MOBILE

0.1.3 Type de marché de travaux

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformité avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation, d'un oubli du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

0.1.4 Observations concernant le CCTP

0.1.4.1 Étude et lecture du CCTP

Le CCTP a pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter. Les indications n'ont pas un caractère limitatif. Dans le cadre du marché forfaitaire arrêté, l'entrepreneur doit l'intégralité des travaux impératif à l'achèvement complet des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve, sont également indispensables, ceux satisfaisant aux exigences de la réglementation en vigueur, même si le CCTP ne les décrit pas ou si les indications (cotes ou autres) portées au CCTP ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications. Le CCTP et les documents graphiques se complètent réciproquement.

L'entrepreneur devra donc réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le Maître d'Œuvre. L'entrepreneur est tenu de d'informer par écrit la Maîtrise d'œuvre, toutes difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le CCTP et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation).

Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents graphiques et du CCTP pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural, seraient exécutés conformément aux décisions de la Maîtrise d'œuvre sans entraîner de modifications du prix global forfaitaire du marché. Tout ouvrage propre aux

documents graphiques et non décrit dans le présent CCTP est formellement dû et vice-versa. L'entrepreneur a pour obligation d'étudier et de lire, dans son intégralité, le CCTP et l'ensemble des documents du dossier.

0.1.4.2 Marque commerciale

Dans le présent document, certaines prestations sont définies à l'aide d'une marque commerciale suivie de la mention "ou techniquement et esthétiquement équivalent". Elles ont été sélectionnées en raison de divers critères (encombrement, esthétique, débit, niveau sonore, qualité des matériaux, fiabilité, garantie, facilité de maintenance et d'entretien, etc.)

Le matériel installé pourra provenir d'une autre marque, sous réserve de la reconnaissance de l'équivalence des prestations et après agrément du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Cette notion d'équivalence s'exercera durant l'appel d'offre et deviendra obsolète à la signature des marchés. Le choix des matériels étant alors défini.

0.1.5 Cotes des documents graphiques

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents. Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'œuvre, erreurs ou omissions qui pourraient être constatées.

De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés. S'il y a lieu, la Maîtrise d'œuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires. L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet. Les dimensionnements portés sur les documents graphiques ne devront être changés sans l'accord de la Maîtrise d'œuvre que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif, une mise au point ultérieure ou par une variante proposée par l'entrepreneur.

0.1.6 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

Un quantitatif sera joint au dossier d'appel d'offres et servira de guide à la remise de prix des entrepreneurs. Ce bordereau quantitatif énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction et spécifie la quantité nécessaire de chacune d'elles. Les erreurs éventuelles de quantités portées sur cette décomposition et relevées après la remise de la soumission ne pourront en aucun cas conduire à un changement du prix global forfaitaire porté sur cette dernière.

L'entrepreneur est donc tenu de vérifier ou de signaler toutes modifications de ces quantités avant la remise de prix, tout recours à posteriori contre la Maîtrise d'œuvre étant exclu. L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité, en outre il doit contrôler toutes les indications du dossier de consultation, notamment des plans, des dessins et du CCTP.

L'entrepreneur ne pourra, s'il est chargé des travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une augmentation du montant de son marché. Il exécutera donc, comme faisant partie de son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages envisagés.

0.2 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX

0.2.1 Définition du projet

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), a pour objet de définir les travaux de Construction d'un Internat au C.F.A. de MORCENX, qui comprendra un internat, des locaux d'animation et un logement d'un gardien. Le bâtiment sera en R+I pour deux ailes et en simple Rez de chaussée pour une autre aile.

Le bâtiment se décompose en trois zones:

- La zone animation dans l'aile en simple rez de chaussée.
- La zone internat comptant 21 chambres en rez de chaussée et 23 chambres à l'étage (individuelles et collectives).
- Le logement de fonction en R+I.

Le bâtiment est classé ERP de 4ème catégorie, de type R.

Le bâtiment devra être classé B.B.C en fin de travaux après certification par un organisme de contrôle au choix de la maîtrise d'œuvre. Un soin particulier sera apporté durant la réalisation des travaux pour respecter les critères permettant l'obtention du label, à savoir (liste non exhaustive):

- Réalisation de l'ensemble des isolants conformément aux demandes du BET Thermique afin d'obtenir les différents U nécessaires aux critères BBC.
- Réalisation des ouvrages de menuiseries extérieures conformément aux demandes du BET Thermique afin d'obtenir les différents U nécessaires aux critères BBC.
- Réalisation très soignée de l'étanchéité à l'air du bâtiment afin de satisfaire aux essais de perméabilité nécessaires à la

certification.

L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

0.2.2 Prise de connaissance du projet

L'Entrepreneur admet sa parfaite connaissance du projet par le seul fait de soumissionner. Non seulement il doit connaître les pièces contractuelles de son propre corps d'état, mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot. Les devis descriptifs qui ne lui auraient pas été remis intégralement, peuvent à tout moment être consultés au bureau de la Maîtrise d'œuvre.

Après examen, il doit nécessairement signaler à la Maîtrise d'œuvre tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'établissement du projet définitif, faute de quoi il sera réputé s'être engagé à subvenir à toutes prestations de son domaine d'activité, obligatoires à la perfection de l'achèvement de l'œuvre même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites ou dessinées. Il doit proposer également, en temps utile, à la Maîtrise d'œuvre toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans que le prix forfaitaire soit modifié par une augmentation.

Dans le cas où les clauses du devis descriptif diffèreraient aux plans, notamment dans la spécification des dimensions, l'entrepreneur sera nécessairement tenu d'envisager la solution la plus onéreuse. Il ne pourra prétendre à aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts, incomplets ou contradictoires après la remise de son offre.

0.2.3 Reconnaissance du site

L'Entrepreneur est réputé avoir, au préalable avoir :

- Pris connaissance du plan de masse, de tous plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du site, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages ou de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;

- Apprécie toutes les conditions d'exécution et s'être rendu compte de leur importance et de leurs particularités ;

- Procédé à une visite détaillée des lieux, terrains et constructions diverses, et pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports, lieux extraction de matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc) ;

- Contrôlé toutes les indications des documents lui sont remis (pièces écrites, documents graphiques), recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès de la Maîtrise d'œuvre et pris toutes indications utiles auprès des Services Publics ou de caractère public (Services municipaux, Services des eaux, électricité et gaz de France, France télécom, La Poste, etc) et concessionnaires divers. Aucun supplément ne sera accordé pour travaux supplémentaires dus à une connaissance imparfaite des ouvrages existants, des difficultés d'accès ou tout autre contrainte due au terrain.

0.2.4 Environnement du chantier

Le chantier est situé dans l'enceinte du Centre de Formation des Apprentis de MORCENX. Les travaux seront réalisés pendant l'occupation du C.F.A. par les élèves, les enseignants et les divers personnels avec maintien en fonctionnement de l'hébergement actuel, en trois phases successives sans interruption (durée prévisionnelle globale : 18 mois de travaux, périodes de préparation et de congés, incluses).

Les trois phases sont les suivantes :

- Préparation - Démolition phase 1 et installation de chantier.

- Construction de l'internat avec maintiens de l'internat existant.

- Démolition phase 2 et travaux extérieurs.

La durée du chantier est définie sur le planning prévisionnel joint au dossier de consultation.

0.2.5 Prise de possession du site

0.2.5.1 Constat d'huissier contradictoire

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre prendra possession du chantier dans l'état où il se trouve. Des constats contradictoires seront établis sous forme de constat par huissier concernant les états des existants et les ouvrages avoisinants (mitoyens ou riverains et publics ou privés), ce suivant les directives de la Maîtrise d'œuvre et/ou du Maître

d'Ouvrage. Les frais afférents à cette procédure seront à la charge de ce lot. Ces constats seront effectués avant le démarrage des travaux et après leur achèvement. Les frais relatifs aux honoraires de l'huissier, à la reproduction et à la diffusion des constats sont à la charge du Maître d'Ouvrage

0.2.5.2 Démarches auprès des services publics et des concessionnaires

L'entrepreneur doit effectuer toutes les démarches auprès des services publics (services concessionnaires, services communaux, voirie, police, etc..) en vue de l'exécution des ses travaux (occupation de voie publique, coupure ou détournement de réseaux, etc.). Il aura à sa charge tous les frais en résultant.

0.2.5.3 Protection des existants suivant SPS

La zone hébergement des locaux existant sera exploitée pendant les travaux. Il faudra séparer le chantier, assurer l'accès et la circulation des piétons, éviter les nuisances du chantier (bruit et poussière) et faire en sorte que les réseaux et installations techniques qui desservent les locaux existants soient opérationnels et permettent l'exploitation dans des conditions normales de sécurité. Se conformer aux prescriptions du plan général de coordination de la SPS.

0.2.6 Réalisation des ouvrages

L'Entrepreneur exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets de la description des ouvrages, dans le respect de l'obligation de résultat définie dans le présent dossier, et en coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-après.

L'obligation de résultat est définie par le présent document.

Pour la réalisation de ces ouvrages, l'Entrepreneur est tenu de respecter les dispositions techniques, géométriques et architecturales définies dans les chapitres "Prescriptions générales et particulières" et "Description des ouvrages" du présent document, dans ses annexes et dans les plans. Les techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages et dont la définition est omise dans le dossier, sont mis en œuvre par l'Entrepreneur dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur.

Les plans joints au dossier marché représentent graphiquement les principes constructifs, structurels et architecturaux, en complément au présent document. Ils constituent la définition architecturale des éléments des ouvrages, à laquelle l'Entrepreneur est tenu de se conformer : paramètres géométriques, formes et dimensions, continuités et alignements, aspect des parties visibles. Ces plans sont des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés dans les chapitres "Description des ouvrages" ne sont qu'indicatives.

L'Entrepreneur du présent lot doit se reporter impérativement aux pièces générales du marché et ses annexes et aux documents particuliers de chacun des lots, et en avoir une parfaite connaissance.

0.3 MISSIONS DES INTERVENANTS

0.3.1 Maîtrise d'Ouvrage

Maître d'Ouvrage:

A.F.P. - B.T.P.

5, rue du 19 Mars 1962

40100 MORCENX

Tél: 05 58 07 98 37 - Fax: 05 58 07 87 95

Assistant au Maître d'Ouvrage:

2AMO

Monsieur Gildas EVEN

27, avenue Ile de France

33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

Tél: 05 56 67 21 40 - Fax: 05 56 67 27 03

e.mail: g.even@2amo.fr

0.3.2 Maîtrise d'oeuvre

Architecte:

Mme Mireille DAGREOU

Architecte dplg

181, route de la Poste

40100 ONESSE LAHARIE

Tél: 05 58 07 31 96 - Fax: 05 58 04 36 19

e.mail: mireille.dagreou@wanadoo.fr

Économiste et O.P.C.:

M. Emmanuel LESPESSAILLES

183, route de la Poste

40110 ONESSE-LAHARIE

Tél: 05 58 07 30 56 - Fax: 05 58 07 35 76

email: emmanuel.lespessailles@wanadoo.fr

B.E.T. Structures:

COBET COTE BASQUE

Immeuble Alliance - 9, rue du Pont de l'Aveugle

64600 ANGLET

Tél: 05 59 54 37 50 - Fax : 05 59 54 38 72

e.mail: secretariat@cobet.fr

B.E.T. Fluides et Énergies:

MATH INGENIERIE

219-221, boulevard Albert 1^{er}

33130 BEGLES

Tél: 05 57 59 28 98 - Fax: 05 56 85 30 22

e.mail: math@math-ingenierie.fr

0.3.3 Contrôleur Technique

Bureau de Contrôle:

SOCOTEC

M. Alain BERGERET-CLARAC

363, avenue George Clemenceau

40000 MONT DE MARSAN

Tél: 05 58 05 46 90 - Fax: 05 58 05 46 96

e.mail: alain.bergeret@socotec.com

0.3.4 Coordonnateur

Coordonnateur S.S.I.:

DEKRA SYSTEMES

Département AKISSION - M. Olivier LEYMONERIE

Parc Cadéra Sud - 34, avenue Ariane - BP 70150

33706 MERIGNAC CEDEX

Tél: 05 56 13 61 69 - Fax: 05 56 13 61 85

e.mail: olivier.leymonerie@dekra.com

Coordonnateur S.P.S.:

QUALICONSULT SECURITE

Mme Myriam CIRET

28/30, chemin de Salbace

64100 BAYONNE

Tél: 05 59 63 00 84 - Fax: 05 59 63 04 46

e.mail: bayonne.qcs@qualiconsult.fr

0.4 ETUDES PREPARATOIRES ET D'EXECUTION

0.4.1 Etude de sol

Il est porté à la connaissance des entreprises, qu'une campagne de reconnaissances des sols a été exécutée par la société ALIOS PYRENEE en date du 21/12/ et que les lots intéressés doivent impérativement en avoir pris connaissance et en tenir compte. Les résultats sont joints aux présents documents.

0.4.2 Charges permanentes et d'exploitation

Le bureau d'étude mandaté pour l'exécution de l'ouvrage devra se référer aux normes en vigueur et prendre en compte les matériaux réellement mis en œuvre par les divers intervenants.

Les charges d'exploitation seront conformes à la norme NF P 06.001. et aux contraintes du programme.

0.4.3 Hypothèses

0.4.3.1 Données climatique

Vent: Région I en site normal, canton de Morcenx, pression de base $q = 50 \text{ daN/m}^2$.

Neige: Zone A2 - Altitude 0 à 200 m - Charge normale $p_{n0} = 35 \text{ daN/m}^2$.

0.4.3.2 Donnée sismique

Sismicité nulle.

0.4.4 Documents fournis aux entrepreneurs

0.4.4.1 Pièces graphiques

<i>Intitulé</i>	<i>Echelle</i>	<i>Réf:</i>	<i>Rédacteur</i>
PLANS ARCHITECTE			
Bâtiment à Démolir - Plan de Masse 1/200	1/200	PRO/DCE 01	Mireille DAGREOU
Bâtiment à Démolir - Plans & Coupes 1/100	1/100	PRO/DCE 02	Mireille DAGREOU
Internat Neuf - Plan de Masse 1/200	1/200	PRO/DCE 03	Mireille DAGREOU
Internat Neuf - Plans Rez de Chaussée & Étage	1/100	PRO/DCE 04	Mireille DAGREOU

Internat Neuf - Niv. Technique & Toiture	1/100	PRO/DCE 05	Mireille DAGREOU
Internat Neuf - Façades	1/100	PRO/DCE 06	Mireille DAGREOU
Principe Réseaux EP/EU/EV - Rez de Chaussée. & Étage	1/100	PRO/DCE 07	Mireille DAGREOU
Internat Neuf - Plan Rez de Chaussée Zone Est	1/50	PRO/DCE 08	Mireille DAGREOU
Internat Neuf - Plan Rez de Chaussée Zone Ouest	1/50	PRO/DCE 09	Mireille DAGREOU
Internat Neuf - Plan Étage	1/50	PRO/DCE 10	Mireille DAGREOU
Internat Neuf - Coupes A & B	1/50	PRO/DCE 11	Mireille DAGREOU
Internat Neuf - Coupes C & D	1/50	PRO/DCE 12	Mireille DAGREOU
Internat Neuf - Carnet de Détails	1/20	PRO/DCE 13	Mireille DAGREOU
PLAN B.E.T. STRUCTURE			
Fondations	1/100	01	COBET COTE BASQUE
Haut Rez de Chaussée	1/100	02	COBET COTE BASQUE
Haut 1er	1/100	03	COBET COTE BASQUE
PLAN B.E.T. FUIDES ET ENERGIES			
Plan chauffage RdC zone Est	1/50	CH01	MATH INGENIERIE
Plan chauffage RdC zone Ouest	1/50	CH02	MATH INGENIERIE
Plan chauffage R+I	1/50	CH03	MATH INGENIERIE
Plan Ventilation RdC zone Est	1/50	VM01	MATH INGENIERIE
Plan Ventilation RdC zone Ouest	1/50	VM02	MATH INGENIERIE
Plan Ventilation R+I	1/50	VM03	MATH INGENIERIE
Plan ventilation, désenfumage et chauffage toiture terrasse	1/50	VM04	MATH INGENIERIE
Plan plomberie sanitaire RdC zone Est	1/50	PB01	MATH INGENIERIE
Plan plomberie sanitaire RdC zone Ouest	1/50	PB02	MATH INGENIERIE
Plan plomberie sanitaire R+I	1/50	PB03	MATH INGENIERIE
Plan Désenfumage Rdc et R+I	1/50	DF01	MATH INGENIERIE
Plan Electricité RdC zone Ouest	1/50	EL01	MATH INGENIERIE
Plan Electricité RdC zone Est	1/50	EL02	MATH INGENIERIE
Plan Electricité Etage	1/50	EL03	MATH INGENIERIE
Schéma de Principe Chaufferie		SCH01	MATH INGENIERIE
Réseaux Plan de masse	1/50	RES01	MATH INGENIERIE

0.4.4.2 Pièces écrites

Intitulé

C.C.T.P.:

Dispositions communes

C.C.T.P. et D.P.G.F.

Démolition - Déconstruction

Gros Œuvre

Revêtement et Isolation des Façades

Charpente Métallique - Serrurerie

Couverture - Zinguerie - Étanchéité

Menuiserie Extérieure

Menuiserie Intérieure

Plâtrerie

Faux Plafond

Carrelages

Sols Souples

Peinture

Électricité - Courants Forts - Courants Faibles

Chauffage - Ventilation - Désenfumage - Plomberie Sanitaire

Ascenseur

V.R.D. Espaces Vert

Cloison Mobile

ETUDES:

Étude de Sol

Étude Thermique

RAPPORTS:

Rapport Initial de Contrôle

Rapport Amiante

Rapport Termite

Rapport S.S.I.

Rédacteur

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

MATH INGENIERIE

MATH INGENIERIE

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

Emmanuel LESPESSAILLES

ALIOS PYRENEES

MATH INGENIERIE

SOCOTEC

DEKRA SYSTEMES

DEKRA SYSTEMES

DEKRA SYSTEMES

S.P.S.

P.G.C. S.P.S.

QUALICONSULT SECURITE

ANNEXES

Arrêté du Permis de Démolir

Arrêté du Permis de Construire

Notice de Sécurité

SOCOTEC

Notice d'Accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite

SOCOTEC

0.4.5 Documents à fournir par l'entrepreneur

0.4.5.1 Remise de l'offre

L'Entrepreneur joint à son offre la documentation complète et les fiches techniques détaillées des matériaux et fabrications proposés répondant aux spécifications du présent document.

0.4.5.2 Période de préparation

Pendant la période de préparation et avant tout commencement d'exécution, l'ensemble des documents établis par l'Entrepreneur est soumis à l'avis du Maître d'œuvre. Le visa du Maître d'œuvre n'enlève pas à l'Entrepreneur la responsabilité de la conformité des ouvrages aux plans du marché. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) doit être soumis à l'avis du coordonnateur SPS après la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le site.

0.4.6 Plans d'exécutions

Le Maître d'œuvre définit les principes fonctionnels des ouvrages, les plans d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur. L'entrepreneur établit à ses frais tous les plans des ouvrages y compris les plans d'atelier et de chantier (façonnage et fabrication) avec les nomenclatures correspondantes, les notes de calculs, les détails et épures, les caractéristiques des matériels proposés, tous documents indispensables à la parfaite définition et exécution des ouvrages et à la mise en œuvre coordonnée de l'ensemble des ouvrages impliqués.

Il dressera ces documents à un temps suffisant pour ne pas retarder le déroulement des travaux et les soumettra à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre et du Bureau de contrôle auxquels il les diffusera gratuitement. La Maîtrise d'œuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise toutes les justifications complémentaires. Il se réserve également le droit de lui faire supporter toutes rectifications ou modifications sur le dossier d'exécution soumis à l'acceptation dans le cas de non conformité au projet architectural.

L'entrepreneur ne pourra arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages. L'entrepreneur se conformera aux rectifications que la Maîtrise d'œuvre et le Bureau de contrôle jugeront utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution des ouvrages. La vérification des plans par la Maîtrise d'œuvre et le Bureau de contrôle ne saurait en rien diminuer la responsabilité de l'entrepreneur.

0.5 ORGANISATION DE CHANTIER

0.5.1 Plan de chantier

L'entrepreneur de Gros-œuvre a, à sa charge, l'établissement du plan d'organisation du chantier. Ce plan est établi en accord avec les différentes entreprises et comportera :

- les dispositions d'accès, de voiries provisoires, parkings, etc. ;
- les emplacements des engins de levage, bétonnière, aires de coffrage et de ferrailage, dépôts de matériaux, de gravois ;
- les emplacements des magasins, cantines et bureaux ainsi que tous les locaux d'hygiène ;
- les emplacements de stockage de terre ;

Ce plan est soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre, du coordonnateur SPS et signé par toutes les entreprises.

0.5.2 Installation de chantier

L'entrepreneur du lot n°2 Gros Œuvre doit l'installation générale du chantier conformément au PGC SPS, comprenant entre autre l'installation et l'entretien des baraques de chantier pour l'ensemble des autres entreprises (local de réunion, bureau Maîtrise Œuvre, vestiaires, sanitaires y compris réfectoire) pendant toute la durée du chantier, la pose des clôtures de chantier, du panneau de chantier, des voiries provisoires, des bennes à gravats, etc.. Compris tout démontage des installations ci-dessus. Les consommations et entretien des locaux de chantier sont gérés par le compte prorata, le gestionnaire du compte prorata étant le titulaire du lot 2. L'entrepreneur du lot Gros œuvre doit entretenir les locaux communs du chantier et les voiries d'accès. Le coordonnateur SPS peut commander directement une

entreprise en cas de besoin ou de manquement aux obligations de nettoyage courant. Toutes sujétions de nettoyage dans les 48 heures, des graffitis et affiches, sont aux frais de l'Entrepreneur du lot Gros Œuvre.

0.5.3 Interface technique entre chaque lot

Chaque entrepreneur doit prendre connaissance de l'ensemble du projet, envisager les répercussions de ses ouvrages sur ceux des autres corps d'états et tenir compte des sujétions occasionnées par les ouvrages des autres corps d'état, étudier ses ouvrages en accord avec les autres corps d'état susceptibles d'interférer avec les siens.

0.5.4 Réception intermédiaire des supports

Il appartient à chacune des entreprises de provoquer en temps utile (de manière à permettre une remise en conformité avant la date d'intervention prévu) une réception des supports, au cours de laquelle il appartient à chaque entreprise de vérifier, en ce qui la concerne :

- Le dimensionnement des ouvrages et réservations et leur positionnement.
- Les tolérances de parement, de planéité, d'aplomb, d'équerrage, d'état de surface, de propreté.
- Les supports des sols parfaitement nettoyés.
- Les cotes de charpente.

Un état contradictoire sera dressé en présence de toutes les parties. Les réserves éventuellement formulées seront portées à la connaissance du maître d'œuvre et des entrepreneurs concernés. Les remises en conformité seront dues par l'entreprise responsable du support.

0.5.5 Limites de prestations

Afin d'éviter les omissions et les doubles emplois, l'entrepreneur est tenu de prendre connaissance des CCTP et de tous les documents des autres corps d'états, de prévoir les ouvrages manquants ou de les signaler lors de la remise de son offre.

L'entrepreneur aura également obligation de prendre connaissance des prestations qu'il devra aux autres corps d'état et qui sont précisés dans les CCTP respectifs.

En cas de doute, d'imprécision ou de contradiction sur les limites des prestations dans les CCTP de chacun des corps d'état, l'entrepreneur devra les formuler par écrit lors de la remise de son offre. En aucun cas il ne pourra faire valoir son ignorance du sujet après la signature du marché.

D'une manière générale, sauf précision contraire dans les CCTP, il appartiendra toujours au dernier intervenant d'assurer les liaisons et/ ou les raccordements entre les prestations de corps d'état différents.

La responsabilité des travaux de liaisons et/ ou les raccordements entre les prestations de corps d'état différents incombera systématiquement à celui qui les aura réalisés, il aura également obligation de résultat.

L'entrepreneur sera tenu de vérifier avant toute exécution, toutes les cotes portées sur les plans qui lui sont fournis par la Maîtrise d'œuvre. Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

0.6 TEXTES REGLEMENTAIRES ET NORMES

L'entrepreneur, par le fait de soumissionner, devra se conformer aux textes ci-dessous. Toutes dérogations devront faire l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre. La valeur de ces textes sera la date de délivrance du permis de construire à l'approbation de l'offre de l'entreprise par le Maître d'Ouvrage.

0.6.1 Règlement, codes, lois, cahiers et avis

Les règlements à observer pour l'exécution des ouvrages, seront ceux normalement utilisés par la profession et plus particulièrement :

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Les Règles de l'Art ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, Les règles des D.T.U. ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Éventuellement les ATEC, ATX ou ETN ;
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) ;
- La Réglementation Thermique
- Documents techniques COPREC n° 1 et n° 2 "Contrôle technique des ouvrages" publiés au supplément 82.51 Bis de Décembre 1982 du Moniteur ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Le code du travail ;

- Les règlements de sécurité ;
- Les réglementations incendie ;
- La note de sécurité.
- Les prescriptions de la santé publique.
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville de MORCENX
- Les avis des Bâtiments De France.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés privés.
- Les remarques du permis de démolir ;
- Les attendus du permis de construire ;
- Les avis du coordonnateur de sécurité ;
- Les avis et observations du contrôleur technique.

Pour tous les documents énoncés ci-dessus, il est retenu la dernière édition publiée à la date des pièces écrites du marché de travaux. L'Entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'œuvre toute contradiction entre les documents cités ci-dessus et le projet (plans, Devis Descriptifs, etc...).

Les procédés et matériaux non traditionnels, non régis par les documents de référence cités ci-dessus doivent obligatoirement, lorsque ceux-ci sont instruits et prononcés par un groupe spécialisé du CSTB, posséder un Avis Technique ou un ATEX ("Appréciation Technique d'Expérimentation" pour les produits récents).

0.6.2 Qualité des matériaux :

Sauf dérogations apportées par le Devis Descriptif, tous les matériaux sont de première qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'Art.

L'Entrepreneur est tenu de produire, à la demande du Maître d'œuvre, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux. La soumission de l'Entrepreneur doit prendre en compte toutes les redevances à des Brevets et il ne pourra y avoir de réclamation à ce sujet. Dans le cadre du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, l'entrepreneur est tenu de transmettre au coordonnateur SPS toutes les documentations et fiches techniques des produits et matériaux mis en œuvre dans la construction de l'ouvrage. Ces documents doivent comporter les garanties, les fréquences, les méthodes d'entretien et d'intervention.

0.7 HYGIENNE ET SECURITE

0.7.1 Réglementation

En application du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, la présence opération doit intégrer les dispositions particulières en matière de sécurité et de protection de la santé en complément des dispositions du code du travail.

A ce titre un plan général de coordination de la sécurité et de la santé (PGC) est fourni à chaque entreprise au moment de la consultation. Ce document fera partie intégrante du marché.

Toutes les incidences en matériels, matériaux, procédure de mise en œuvre sont à inclure dans le prix des ouvrages. Les entreprises retenues devront analyser leur prestation et indiquer les mesures de protection qu'elles mettront en œuvre.

0.7.2 Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail

0.7.2.1 Obligation générale de l'entrepreneur

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène, la santé et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, en répondant à toutes les obligations mises à sa charge par les textes réglementaires en vigueur.

Spécialement, l'entrepreneur doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier tels que les échafaudages garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques, etc., ou charger de ces vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme compétent.

0.7.2.2 Responsabilité vis à vis des ouvriers et des tiers

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier.

Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toutes personnes. Il s'engage à éventuellement garantir le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre de tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations. Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise ne peuvent être déplacés ou enlevés sans son accord exprès.

0.7.2.3 Etablissement en activité

Lorsque le chantier n'est pas clos et indépendant et que les travaux, objet du marché, sont effectués dans un établissement en activité, ils sont soumis aux dispositions du décret 92/158 du 20 février 1992.

0.7.3 Plan d'hygiène & de sécurité

0.7.3.1 PGC

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, sera remis à l'appel d'offre et comprendra :

- Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
- Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur S.P.S.
- Les mesures de coordination prises par le coordonnateur S.P.S. et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
 - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
 - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
 - c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
 - d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
 - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
 - f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
 - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;
- Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail ;
- Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- h) Les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs ou travailleurs indépendants.

0.7.3.2 PPSPS

Plan particulier de sécurité et de protection de la santé. L'entrepreneur établit et est tenu de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable quel que soit le rang de l'entrepreneur (entreprise générale - cotraitant - sous-traitant) qui exécute une tâche sur le chantier.

L'entrepreneur qui envisage de sous-traiter est tenu d'informer chacun de ses sous-traitants que, l'opération étant soumise à l'élaboration d'un PGC SPS, ils seront tenus de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le(s) Plan(s) Particulier(s) de Sécurité et de Protection de la Santé doit (doivent) être remis au coordonnateur dans les délais fixés par le décret du 26 décembre 1994. Les PPSPS sont remis au coordonnateur SPS dans le cas où l'opération est classée en 1^{re} et 2^e catégorie ainsi que dans le cas de travaux présentant des risques particuliers.

0.7.4 Sécurité des personnes

L'entrepreneur de gros-œuvre est tenu d'assurer la sécurité des personnes en visite sur le chantier. Il devra fournir en quantité suffisante les casques de chantier et prévoir toutes les protections nécessaires pour éviter tout accident sur ces personnes lors de leurs déplacements sur le chantier.

0.7.5 Sécurité collective

En complément au décret du 8 Janvier 1965 concernant la sécurité des personnes (clôture complète du chantier), toutes les mesures de sécurité nécessaires à la protection des personnes extérieures à la réalisation du chantier (passants, visiteurs, etc) ainsi que toutes personnes participant aux travaux devront être prévues à la charge de l'entrepreneur. Bien que la responsabilité de la Maîtrise d'œuvre ne puisse en aucun être mise en cause à ce titre, l'entrepreneur ne pourra refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes.

0.7.6 Circulation sur le chantier

L'entrepreneur de gros-œuvre devra prévoir toutes les passerelles, escaliers provisoires, échafaudages, ascenseurs de chantier pour assurer une libre circulation sur le chantier. Tous ces équipements auront nécessairement des protections et garde-corps. L'entretien et le déplacement de ces ouvrages seront à la charge et sous la responsabilité du lot gros-œuvre.

0.8 IMPLANTATIONS

0.8.1 Implantation générale

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre a, à sa charge, les tracés d'implantation des ouvrages qui seront dressés par un géomètre. L'implantation générale sera matérialisée par des piquets indiquant les alignements et les niveaux. A partir de cette implantation, l'entrepreneur du lot Gros-œuvre effectuera les implantations de détail matérialisées par des chaises et des piquets. Il procurera aux autres corps d'état ou à la demande de la Maîtrise d'œuvre les traits, axes et repères d'implantation nécessaires. Tous ces repères doivent être protégés durant l'exécution des travaux.

Les repères principaux en alignement et en niveau seront matérialisés par des dallettes en béton portant l'indication de repérage à la peinture. Après contrôle et approbation de la Maîtrise d'œuvre, ceux-ci seront à détruire. L'entrepreneur du lot Gros-œuvre supportera les frais résultant de cette implantation (y compris honoraires du géomètre). Toutes divergences apparaissant durant l'implantation devront être signalées à la Maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre assumera la responsabilité ainsi que les conséquences de toutes erreurs d'implantation ou de nivellement, quelle qu'en soit la nature.

0.8.2 Tracé de distributions intérieures

Le tracé de l'implantation des cloisons intérieures sera à la charge de l'entrepreneur titulaire de la réalisation de celles-ci.

0.8.3 Traits de niveau

Le trait de niveau servant à tous les corps d'état n'est tracé sur les murs, poteaux, cloisons et enduits que par l'entreprise de Gros-œuvre qui en assure la responsabilité. Si ce trait venait à être effacé prématurément, l'entrepreneur du lot Gros-œuvre le tracera de nouveau et ce, autant de fois que nécessaire, à ses frais ; il sera également responsable de tous tracés défectueux et en assumera les conséquences le cas échéant.

NOTA : le trait de niveau pour les matériaux destinés à rester apparents (briques, béton, etc) sera battu uniquement sur les huisseries ou sur des piges bois destinées à servir de repère. L'entrepreneur du lot Gros-œuvre se mettra en rapport avec les entreprises concernées, afin de réserver dans les planchers les épaisseurs nécessaires à la mise en œuvre des revêtements de sols.

0.9 MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX

0.9.1 Responsabilité de l'entrepreneur

La fourniture des matériaux et leur mise en œuvre étant l'essence même de la profession d'Entrepreneur, ce dernier en est seul responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, et est seul tenu responsable des désordres pouvant résulter de l'une ou l'autre cause ou de leur réunion, sans pouvoir se décharger au préjudice du Maître d'Ouvrage de tout ou partie de cette responsabilité.

Si la Maîtrise d'œuvre imposait, soit lors de la signature du marché, soit au cours des travaux, l'emploi d'articles ou objets de fabrication spéciale au sujet desquels l'Entrepreneur aurait formulé des réserves écrites et motivées, la responsabilité de celui-ci ne pourrait porter que sur la mise en œuvre, à l'exclusion des conséquences directes ou indirectes de l'emploi dont il s'agit.

0.9.2 Transport à pied d'œuvre

L'entrepreneur doit le transport à pied d'œuvre et le stockage sur chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'état et ce quelle que soit la distance. Le transport à pied d'œuvre comprend :

- toutes manutentions, appareils de levage, coltinages nécessaires,
- tous emballages, protections et autres,
- toutes installations en cours de transport, de chargement et de déchargement.

Les matériaux approvisionnés ne peuvent être retirés pour être employés sur un autre chantier. Les matériaux refusés par la Maîtrise d'œuvre doivent être mis de côté et signalés de façon apparente en attendant leur enlèvement du chantier. Les approvisionnements sont réalisés uniquement suivant les plages horaires à définir avec la Maîtrise d'œuvre pour la sécurité du public.

0.9.3 Respect des normes

Les fournitures et ouvrages seront fixés et exécutés conformément aux règles de l'Art en respectant les prescriptions des normes AFNOR, cahiers et règles de calcul DTU.

0.9.4 Avis techniques

Les ouvrages de nature non traditionnelle ou faisant appel à des techniques ou matériaux nouveaux, proposés par les entrepreneurs, devront faire l'objet d'un avis technique de la commission spécialisée ou avoir bénéficié d'une enquête particulière d'un organisme agréé.

La fourniture et la mise en œuvre devront être conformes à cet avis et tenir compte des observations ou réserves formulées par la commission. Les matériaux ou procédés n'ayant pas fait l'objet d'avis technique, les entrepreneurs doivent fournir, à la Maîtrise d'œuvre, une documentation technique complète et détaillée, un accord du bureau de contrôle confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances. Dans les deux cas, la Maîtrise d'œuvre se réserve le droit de refuser les procédés ou matériaux proposés.

0.9.5 Liste des matériaux de substitution

Les entrepreneurs ont la possibilité de proposer à la Maîtrise d'œuvre des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualités au moins équivalentes à ceux énoncés dans le CCTP. Une liste de matériaux proposés doit être jointe à la proposition du soumissionnaire. Tout entrepreneur s'engage auprès de la Maîtrise d'œuvre, à proposer, en cas de nécessité, le remplacement des matériaux prévus, soit aux différentes pièces constituant ses engagements, soit aux ordres donnés par la Maîtrise d'œuvre et à faire son affaire personnelle de la fourniture de ces matériaux de remplacement.

0.9.6 Démolition d'ouvrages défectueux

Les matériaux défectueux et/ou dont la mise en œuvre ne sont pas satisfaisants pourront être refusés par la Maîtrise d'œuvre. L'entrepreneur s'engage à les retirer ou les démolir à ses frais dans les délais prescrits. Si ces délais ne sont pas respectés, l'ouvrage présentant des défauts sera détruit aux frais, risques et périls de l'entrepreneur. La Maîtrise d'œuvre peut conserver les matériaux ou/et les ouvrages défectueux, mais il restera seul juge de la moins-value à effectuer sur ceux-ci.

0.9.7 Présentation des échantillons

Dès l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur doit présenter à la Maîtrise d'œuvre, un échantillon ou une maquette des différents matériaux ou ensemble des différents matériaux décrits dans les devis descriptifs dont il prévoit l'emploi. Ces échantillons doivent, à la demande du Maître d'œuvre, être conservés dans le bureau de chantier durant l'exécution des travaux, de manière à servir de référence. La présentation de ces différents échantillons est faite en accord avec le Maître d'œuvre.

Tous les frais relatifs à cette présentation font partie intégrante du Prix Globale et Forfaitaire. L'Entrepreneur reste propriétaire de ces échantillons et il en assure la reprise après la réception des travaux

0.9.8 Chambre témoin

La maîtrise d'ouvrage souhaite que soit réalisé une chambre collective témoin. Les travaux de réalisation de cette chambre seront effectués à l'endroit indiqué par la maîtrise d'œuvre dès que le bâtiment sera hors d'eau et hors d'air. Démontage si nécessaire, après validation de l'ensemble des processus de construction et de l'ensemble des finitions.

0.9.9 Conformité des dimensions

Les dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages doivent être conformes aux stipulations des pièces du marché. Les entrepreneurs s'engagent à faire démolir et remplacer, à leurs frais, tous ouvrages exécutés sans ordre et ne répondant pas aux dites stipulations. Il assure seul la responsabilité qui pourrait découler de ses erreurs ou de la non vérifications des plans (notamment cotes).

0.9.10 Essais et épreuves

En vue de vérifier la qualité des matériaux, tous les essais "obligatoires" visés aux Cahiers des Charges du CSTB ainsi que les essais imposés dans le cours des lots du Devis Descriptif, les contrôles et essais demandés par la Maîtrise d'œuvre sont dus par l'Entrepreneur. A ce titre, l'Entrepreneur doit tous les échantillons nécessaires, ainsi que la mise en condition et les transports des ouvrages destinés à être soumis aux essais.

L'Entrepreneur doit satisfaire aux essais complémentaires que la Maîtrise d'œuvre, lui demanderait durant ou après l'exécution des travaux sur chantier ou en usine. Les frais en découlant sont à la charge du Maître d'Ouvrage si les essais sont satisfaisants, et à la charge de l'Entrepreneur dans le cas contraire.

0.10 FRAIS INTER-ENTREPRISES

0.10.1 Compte prorata

Le compte prorata sera défini selon le C.C.A.P. et à la norme NF P 03-001, il sera géré par le titulaire du lot n°2 Gros Œuvre.

Ce compte regroupera:

- les consommations d'électricité de téléphone et d'eau. - le traitement des déchets issus de la construction (le transport et le traitement des déchets des démolitions seront traités individuellement par les lots concernés).
- les nettoyages des cantonnements.
- les dépenses communes à la vie du chantier
- etc...

Ce compte prorata fera l'objet d'une convention inter entreprises à mettre en place avant le début du chantier.

Le rôle de la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre dans la gestion du compte prorata, sera celui indiqué au C.C.A.P.

0.10.2 Gardiennage de chantier

Les entrepreneurs sont avisés qu'aucun gardiennage de chantier n'est prévu. En conséquence, chaque entreprise est responsable de ses matériaux et matériels situés sur le chantier et que leur responsabilité est engagée en cas de vol, sinistre ou détérioration dus à une mauvaise surveillance du chantier. Également à toutes malversations et oublis de fermeture du site en fin de journée.

0.10.3 Nettoyage de chantier

Le chantier devra être constamment tenu en état de propreté. L'entrepreneur devra, tout au long de ses travaux assurer le nettoyage et l'enlèvement de ses gravats vers les bennes de chantier entreposées sur le site. Le nettoyage pourra être demandé à tout moment par la maîtrise d'œuvre à l'entrepreneur qu'il jugera responsable de la malpropreté du chantier (celui ci comprend toutes les surfaces à construire, les abords des bâtiments et les voies dans la limite du chantier et, éventuellement des espaces voisins.

0.10.3.1 Gravois courants de chantier

Mise à disposition pour tous les Corps d'Etat de bennes à gravois avec éventuellement tri pré-sélectif (cartons, minéraux, métaux, plastiques, peintures, etc.). Evacuation suivant rythme des travaux. Emplacement dans l'enceinte de la zone chantier, tout remplissage sauvage étant de la responsabilité de l'entreprise responsable. Bennes gérées par le lot Gros-Œuvre et au frais du compte prorata.

0.10.3.2 Nettoyages en cours de chantier

L'entreprise de Gros-Œuvre a à sa charge les nettoyages généraux du chantier (circulations, escaliers, accès et abords) qui doivent s'exécuter chaque jour et doit livrer aux entrepreneurs des autres corps les sols parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortiers et soigneusement balayés.

Les entreprises des autres Corps d'Etat ont à leur charge tous les nettoyages des lieux où elles interviennent, y compris évacuation des gravois comme indiqué ci-dessus. Elles doivent également nettoyer leurs ouvrages au fur et à mesure de leur finition et poser les protections sur les ouvrages fragiles qu'elles devront ensuite déposer et évacuer en fin de travaux.

0.10.3.3 Nettoyages avant la réception

En fin du chantier, les entreprises procéderont aux nettoyages usuels de mise à disposition. La "mise à disposition" est celle qui sera faite pour l'ensemble du bâtiment (ou éventuellement par secteur complet), avant le début de mise en place des équipements du Maître d'Ouvrage.

En général, sous réserve des cas particuliers ci-dessous, les nettoyages intérieurs de mise en service seront réalisés par l'entreprise de Peinture, mais avant la pose des moquettes, le nettoyage final des sols en moquette sera effectué ensuite par l'entreprise de Sols Souples

0.10.3.4 Nettoyage des abords

L'Entrepreneur du lot Gros œuvre doit prendre toutes les précautions pour éviter de salir les voiries et abords du chantier. Il doit exécuter le nettoyage journalier de ces voiries et abords ainsi que les réparations de toutes les dégradations causées aux ouvrages de la voie publique pendant la durée du chantier. Les frais en résultant sont à sa charge.

0.10.3.5 Carence de nettoyage

En cas de carence des nettoyages de certaines entreprises, le maître d'œuvre peut décider, par simple mention sur le

compte rendu de chantier, de faire exécuter les nettoyages par une autre entreprise du chantier, voire une entreprise extérieure et de l'imputer par quotes-parts aux entreprises en cause. Dans le cas où le responsable des non nettoyages ne pouvait être défini, les frais seront portés au compte prorata.

0.10.4 Préchauffage

Lorsqu'une entreprise doit utiliser un système de chauffage quelconque ou le système de chauffage du bâtiment pour une utilisation personnelle telle que le séchage de plâtres, de chapes ou autres, les conséquences d'utilisation et les frais de consommation en énergie seront à la charge exclusive des entreprises dont les ouvrages nécessitent un tel mode de séchage.

0.11 TROUS ET SCELLEMENTS

0.11.1 Règles générales

* Les travaux de l'entreprise de gros œuvre comprennent:

- Les réservations et incorporation dans les ouvrages à construire.
- Les gros percements dans les murs et planchers existants.
- L'ouverture et le rebouchement des trémies de gaines.
- La révision des parois des gaines techniques.
- La préparation des feuillures pour les remplacements des menuiseries extérieures.
- Les scellements et calfeutrements des huisseries des blocs portes intérieurs.
- Les raccords sur les saignées et encastrement divers.
- La révision des gaines techniques.

* Les travaux des corps d'état comprennent pour leurs ouvrages:

- Les indications des réservations qui leurs sont nécessaires. Les fourreaux et pièces à noyer dans la maçonnerie.
- Les petits percements dans les existants et dans les cloisons Les saignées pour les encastrement et leurs rebouchements.
- Les fixations mécaniques de leurs ouvrages par vis sur trous chevillés Les scellements et calfeutrement de leurs ouvrages
- Les raccords de finition.

0.11.2 Trémies

0.11.2.1 Trémies et parois des gaines techniques

L'entreprise de Gros-Œuvre réalise les trémies dans les planchers, y compris les enchevêtrements nécessaires. Dans ce cas, pour les trémies comportant plusieurs conduits et canalisations, l'entreprise de Gros-Œuvre réalise une dalle de bouchement de trémie de même degré coupe feu que le plancher, comportant des réservations circulaires ou rectangulaires à l'intérieur desquelles les entreprises des corps d'état mettront en place leurs canalisations et conduits et leurs fourreaux.

0.11.2.2 Socles de gaines accessibles

Les trémies des gaines accessibles par des portes ou des trappes basses comporteront une dalle surélevée ou une chape ciment rapportée, formant un socle surélevé de 10 cm sur le sol fini dans le cas de local carrelé (pour passer la plinthe sous la porte de gaine) et de 3 cm dans les autres cas.

0.11.2.3 Fourreaux et calfeutrements CF

Les entreprises des Corps d'état secondaires ont à leur charge les fourreaux ou bandes isolantes autour des canalisations et conduits, ainsi que les calfeutrements à l'intérieur des réservations circulaires ou rectangulaires afin d'assurer le même degré coupe feu que le plancher.

0.11.3 Trous et réservations

0.11.3.1 Obligation de chacun

Tous les trous, scellements, calfeutrements, raccords et feuillures sont dus et exécutés pour une parfaite réalisation des ouvrages prévus. Les entrepreneurs ont à leur charge les réservations dans leurs ouvrages concernant les autres prestations. Ils leur appartiennent de se soucier en temps utile des plans de réservations des autres corps d'état dits "techniques".

Seront prévus les trous, trémies, fourreaux nécessaires aux autres entrepreneurs ainsi que les scellements et calfeutrements, recueillis des autres Entrepreneurs. Les trous, trémies, sont rebouchés par un matériau reconstituant

le degré de résistance au feu du support. Les percements à réaliser dans l'existant sont à la charge des lots techniques concernés. Compris rebouchages et calfeutrements par du matériau résistance au feu suffisante.

0.11.3.2 Réservations dans porteurs

Afin d'éviter les percements dans les éléments préfabriqués, les bétons armés terminés, les entrepreneurs des lots intéressés seront dans l'obligation de confirmer ou d'indiquer de la Maîtrise d'œuvre, dans les délais impartis par le calendrier d'exécution, les réservations à pratiquer dans les ouvrages. L'entrepreneur n'ayant pas répondu à ces instructions subira les frais des ouvrages complémentaires aux réservations exécutés alors par le lot Gros-œuvre. En cas de détérioration des ouvrages, les réfections seront effectuées par l'entrepreneur correspondant, aux frais de l'entreprise en faute. Un mémoire spécial sera remis à la Maîtrise d'œuvre. La réservation des trous sera à la charge du lot Gros-œuvre. Les taquets, pièces de fixation et fourreaux, sauf prescriptions contraires, seront fournis par les entreprises intéressées et mis en place par l'entrepreneur Gros-œuvre. Les entreprises vérifieront sur place avant coulage du béton l'implantation des trous et trémies. Les entrepreneurs concernés resteront solidairement responsable avec le lot Gros-œuvre en cas de mauvaise implantation.

NOTA : Les reprises et bouchements de trémies ou réservations intéressés par le calcul de structure ou la stabilité au feu seront réalisés par le titulaire du lot Gros œuvre. Tous les autres bouchements, scellements et calfeutrements seront exécutés par les entreprises des lots concernés, avec faculté de sous traiter ces travaux au lot Gros-œuvre.

0.11.3.3 Réservations dans non porteurs

Suivant la norme NF P 03-001, chaque entrepreneur exécutera trous, scellements et bouchements propres à leurs ouvrages. Ils doivent être livrés en matériaux de même nature (ou compatibles) que le subjectile. Les raccords éventuellement nécessaires ainsi que le bouchement de trous non utilisés seront exécutés par les entreprises adjudicataires des lots concernés, aux frais de l'entrepreneur fautif.

0.11.4 Trous non réservés

Les trous non réservés dans le béton, béton armé, faute de spécifications formulées en temps utile, sont exécutés par le lot Gros-œuvre, mais à la charge des entreprises défaillantes. Tous percements après coup jugés dangereux pour l'ouvrage pourront être refusés par la Maîtrise d'œuvre. L'entreprise défaillante prendra toutes dispositions nécessaires et supportera toutes conséquences de refus à l'aboutissement d'une solution acceptée par la Maîtrise d'œuvre.

0.11.5 Fixations, trous, scellements et calfeutrements

* Les scellements, calfeutrements et raccords sont réalisés :

- Au ciment à prise normale dans le béton et la maçonnerie (le ciment à prise rapide sera exclu, sauf cas particulier).
- Au plâtre dans les ouvrages en plâtre ou plaques de plâtre.

L'exécution des scellements sera particulièrement soignée, y compris nus réservés ou parements impeccables, pour parachèvement des travaux de finition, par le corps d'état concerné.

* Les bouchements de saignées et raccords sur les ouvrages en plâtre ou en plaques de plâtre seront arasés en retrait par les entreprises des Corps d'Etat concernés et l'entreprise de Gros-Oeuvre ou de Plâtrerie finira ces raccords par un lissage superficiel au plâtre ou plâtre et colle.

0.12 LIVRAISON DES OUVRAGES

0.12.1 Protection des ouvrages

L'entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages. Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'entrepreneur défaillant. Les matériaux de protection utilisés seront retirés et évacués par les soins de l'entrepreneur, selon les besoins et au plus tard en fin de chantier.

0.12.2 Réception des supports

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc, des différents ouvrages. Lorsque ces ouvrages constituent le subjectile d'une prestation d'une autre entreprise.

L'Entrepreneur est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient. Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la Maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seront déduits du compte de l'entreprise défaillante. Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la Maîtrise d'œuvre. L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

0.12.3 Réception des ouvrages

En fin de chantier, l'entrepreneur procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. L'entrepreneur donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera. Durant la période de garantie contractuelle, l'entrepreneur devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.

Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.

Du fait du contrat, l'entrepreneur est tenu de livrer l'objet de son travail. La réception sera unique. Un procès verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le Maître d'Ouvrage donnera quitus à l'entrepreneur de l'exécution de ses ouvrages.

0.12.4 Contrôles, vérifications, réceptions

L'entrepreneur fournira les PV d'essai de tous les matériaux et ouvrages pour lesquels des performances acoustiques sont requises, soit par réglementation, soit par le CCTP (inclus notamment l'isolement aux bruits d'impact et le coefficient d'absorption). Ces PV d'essai seront réalisés conformément aux normes françaises en vigueur. Les PV d'essai en laboratoire devront être récents (de moins de trois ans).

L'entrepreneur fournira également les PV d'essai, en cours de validité, de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé, soit par réglementations et normes de sécurité, soit par le CCTP ou éventuellement le rapport sécurité incendie établi par le bureau de contrôle.

L'entrepreneur justifiera par tout moyen reconnu que les PV d'essai correspondent à ses ouvrages exécutés, ainsi qu'aux matériaux et matériels utilisés.

D'autre part, avant la réception des travaux, l'Entrepreneur doit effectuer les essais et contrôles concernant les installations précisées dans le document technique COPREC n° 1, contrôle technique de type A, à ses frais.

Toutes les imperfections relevées doivent être corrigées et une nouvelle série d'essais est effectuée jusqu'à complète satisfaction. Le résultat des derniers essais doit faire l'objet d'un procès verbal rédigé selon l'annexe COPREC n° 2. Il est adressé par l'Entrepreneur en deux exemplaires à la Maîtrise d'œuvre.

0.12.5 Dossier des ouvrages exécutés

L'entrepreneur devra en fin de chantier la fourniture du dossier des ouvrages exécutés et du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages en nombre et support comme indiqué au CCAP.

Le Dossier des Ouvrages Exécutés sera constitué de l'ensemble des documents d'exécution qui auront été mis à jour en fin de chantier en fonction des modifications apportées en cours de chantier, à savoir. Résumé de calculs, plans d'exécution mis à jour, schémas de principe. Ces documents seront complétés par la nomenclature des matériels installés, les notices techniques des matériels installés, les certificats de conformité des installations exécutées.

Le Dossier d'Intervention Ultérieures sur les Ouvrages expliquera en termes simples et concis la procédure de mise en service de fonctionnement et de mise à l'arrêt des installations. Elle décrira la fonction des organes principaux, la fonction et l'action des organes de régulation, de sécurité, etc. Elle expliquera clairement les précautions à prendre en matière de sécurité lors des travaux d'entretien.